

## **L'Europe à la croisée des chemins**

La réalité de la mondialisation néolibérale dément les discours des pompiers pyromanes : la crise financière atteint l'Union européenne et a immédiatement eu des conséquences sur l'économie réelle, la France et plusieurs pays de l'Union étant entrés en récession. Dans cette situation d'une extrême gravité, le comportement des autorités européennes, y compris des gouvernements nationaux, n'est pas à la hauteur de la situation.

En France, l'agitation gouvernementale ne peut cacher l'absence d'un plan d'ensemble. Concernant le secteur de la construction, le gouvernement, en préconisant que l'Etat achète les programmes invendus des promoteurs, préfère soutenir ces derniers plutôt que de lancer un vaste plan de construction de logements sociaux dont le besoin est criant. Pire même, il détourne des fonds du Livret A de cette fonction. Comment se concilient l'appel à la moralisation du capitalisme par le président de la République et sa volonté de dépenaliser les délits liés au droit des affaires et d'en réduire les délais de prescription ?

La Banque centrale européenne (BCE) refuse jusqu'à présent de baisser les taux d'intérêt, qu'elle avait relevés en juin 2007, alors même que l'assèchement du crédit est un des problèmes majeurs de la situation. Plus même, la BCE se permet de mettre en garde les gouvernements contre « une spirale inflationniste susceptible de se déclencher si les hausses salariales dans la zone euro sont très élevées ». Alors que la sous-consommation des ménages, avec ses effets sur l'investissement, est un des éléments qui entretient la spirale de la récession, la BCE préconise toujours une politique de déflation salariale qui va l'aggraver.

Les gouvernements européens mènent une politique de colmatage des brèches qui les met à la merci de la spéculation financière. A peine évoqué par le gouvernement français, un plan d'ensemble, au contenu par ailleurs plus que discutable, a été rejeté dans son principe par le gouvernement allemand. Le gouvernement irlandais joue cavalier seul en garantissant la totalité des dépôts bancaires des seules banques irlandaises attirant ainsi les capitaux des autres pays européens. Comme on pouvait s'y attendre, samedi, la réunion du *G4* a été essentiellement une opération de communication.

C'est donc l'Union européenne qui, à ce moment crucial, apparaît incapable de faire face à la situation. Empêtrée dans le chacun pour soi, minée par l'idéologie néolibérale, par des traités et des politiques qui ont déréglementé à tout va et n'ayant pas construit d'instances démocratiques permettant aux citoyens de l'Union de peser réellement sur les choix, l'Union européenne est aujourd'hui à la croisée des chemins.

Pour l'Union syndicale Solidaires, un plan d'ensemble européen est aujourd'hui nécessaire. Mais il ne doit pas consister simplement à socialiser les pertes et à faire payer par les citoyens les turpitudes de la finance de marché. Ce plan d'ensemble doit clairement entamer une dynamique permettant que se mette en place un nouveau modèle économique qui ne soit plus au service des actionnaires mais à celui de la population, avec un nouveau partage de la richesse produite. En particulier, concernant l'aspect financier de la crise, l'Union syndicale Solidaires préconise :

- la création d'une zone financière européenne réglementée déconnectée du marché financier mondial aujourd'hui déréglementé, ce qui suppose de limiter la liberté de circulation des capitaux entre cette zone et le reste du monde,
- l'interdiction de toute transaction financière avec les paradis fiscaux,
- l'abandon des normes comptables basées sur la valeur de marché,
- la création de pôles bancaires publics et l'encadrement des politiques bancaires,
- le contrôle démocratique de la BCE,
- l'abandon des critères de Maastricht,
- l'interdiction de la titrisation et des transactions de gré à gré,
- la fermeture des marchés à terme,
- la taxation des transactions financières,
- une augmentation de l'impôt sur le capital, en différenciant celle supportée par les bénéficiaires réinvestis de celle portant sur les profits distribués aux actionnaires.

Il est clair que ces mesures, et le choix d'une autre répartition des richesses, ne seront pas adoptées spontanément par les gouvernements et les institutions européennes. La crise actuelle n'en montre pas moins la nécessité et celle de construire les rapports de forces pour l'imposer.

Le 5 octobre 2008